

ASSEMBLEE GENERALE

27 mai 2009

COLLEGE ANNE FRANK MONTCHANIN

Présents: S. Fichet, J.F Chamoton, M.L Chamoton, A. Genton, J. Fayet, J. Meunier, A. Guyot, C. Delaume, F. Laurent, D. Daumas, M. Pifferi, G. Carpentier, D. Saumer, P. Duranton, M. Sutet, JPH. Fève, L. Jover, J. D'AGNESE, J.C Guyot, R. Henry, J. Robelin, B. Chevignard, M. Demortière, P. Legoux, O. Ripoché, L. Saget, B. Desbrosses, S. Guérin, P. Richard, PH. Janet, C. Madru, H. Reb, L. Gerbier, B. Chevrot, B. Didier, D. Meunier, J.C Perrin, M. Millet, F. Aberlinc, J.P. Richard, Austrymarchal, E. Prouteau, P. Venkenhove, M.L Descieux,, R. Delporte, P. Jacquemin, Ovaere, F. Fichet, S. Mariotte, F. Roth, G. Barret, A. Czech, M.L. Prost, J.M. Frizot, V. Lovisa, Ph. Marcien, O. Berthelot, C. Ralot-Marchois, R. Berthaud, J.M. Charles, A. Bonniaud, S. Descombes, N. Detrez, F. Deborre, J.M. Sandon, D. Beaupied, C. Forest, C. Miserere, J.L. Tuypens, J.P. Durozard.

Représentés : J. Lassarat

La séance est ouverte à 9 h 30 par le Président des PEP71 Jean-Michel CHARLES.

Madame BONNARD, principale du collège exprime son bonheur d'accueillir les PEP et souhaite la bienvenue à l'assemblée. Elle présente son établissement en insistant sur la pédagogie mise en œuvre dans ce collège.

Le Président Jean-Michel CHARLES salue les personnalités: Monsieur RBILLARD conseiller général, Mme DESAUTEL, conseillère municipale de Montchanin qui remercie l'association d'avoir choisi cette ville pour y tenir son A.G, Mr MEUNIER adjoint au Maire de St Vallier , Mr BOURGUIGNON, I.A , Mr MARLIER, I.E.N. Il salue les diverses associations sur lesquelles les PEP peuvent compter.

Les rapports

Vie associative

Pendant l'année 2008. : participation au forum handicap, participation au salon Cité 71, à l'assemblée générale de l'O.C.C.E, mise en place de l'accompagnement Scolaire au Collège Jean Moulin à Montceau, participation aux journées de regroupement des cadres et présidents des A.D PEP à Valence, participation régulière au Conseil d'administration du Réseau Transition à Lyon, collaboration avec le Réseau Éducation sans frontière, participation à l'assemblée générale du C.R.E.S.S, préparation et signature du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois, le bureau a eu 11 réunions, seul le bureau de décembre a dû être annulé. La commission communication a adopté une forme réduite et a poursuivi son travail dans le sens d'une adaptation des documents au public auquel ils s'adressent . Il a été inauguré une journée dite « journée des salariés », reconduite en 2009. Elle se déroule en deux temps : une partie présentation de l'association, du Conseil d'Administration et de son fonctionnement, présentation de toutes les structures gérées par les PEP en tant qu'entreprise d'économie sociale et solidaire ; la deuxième partie après un repas convivial qui aura permis aux gens de l'association, toutes catégories confondues, de se rencontrer dehors des réunions institutionnelles, a été consacrée à la présentation des enjeux du Contrat Pluri annuel d'objectifs et de moyens .

Vie du Siège :

toujours dans le but de parfaire la professionnalisation, les cadres associatifs et les administrateurs ont pu bénéficier de 3 journées de formation sur le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens dont la signature a permis la pérennisation de l'antenne technique et de ses postes qui sont indispensables à la bonne gestion et au développement de l'association. L'harmonisation des procédures se poursuit Le secteur Éducation et Loisirs a pu élargir ses activités

Adhésions :

La baisse des adhésions continue. Il a été procédé à des analyses des départs et des entrées ; des rappels ont été faits sans grand résultat .Nous avons perdu 153 adultes et 1747 enfants. C'est dommageable pour deux raisons : 1) la perte d'un réseau de transmission des valeurs 2) la mise en difficulté de la caisse de solidarité qui n'a d'autre ressource que les cotisations pour aider les enfants des familles en difficulté.

Il est à craindre que l'on soit en présence d'un comportement de simple consommation de services divers sans autre préoccupation. Cela avait conduit à introduire à une clause d'adhésion dans la convention qui est passée entre les écoles et les PEP pour diverses activités. On songe aussi à modifier les modalités de versement de la cotisation.

En revanche le nombre de communes qui versent une subvention est actuellement de 126 soit une augmentation de 10. (Le montant affiché s'entend hors Ville de Mâcon qui apparaît dans une autre ligne de la comptabilité.)

Communication :

Le site est toujours très consulté. Il contient tous nos catalogues. Pas de remarques particulières en ce qui concerne le Solidaire. Les documents « papier » ont déjà été modifiés et sont encore en cours

d'évolution, évolution surtout liée aux nouvelles activités du secteur Éducation et Loisirs. L'objectif recherché : avoir une documentation facile à faire évoluer, la moins chère possible et adaptée aux différents publics avec lesquels les PEP sont en relation.

Domaine Éducation et loisirs:

Ce domaine, non conventionné, est aujourd'hui fragilisé par le contexte politique et économique. Son développement repose sur sa capacité à s'inscrire dans les politiques conduites sur le territoire et sur la pertinence des réponses qu'il pourra apporter aux demandes des acteurs de terrain.

Ainsi, de nouveaux projets doivent permettre d'élargir l'éventail de nos activités, de diversifier nos partenaires et nos financeurs, d'être identifiée comme association complémentaire de l'école et partenaire incontournable sur le champ des actions éducatives concourant la réussite éducative.

Ludobus

C'est un service de prêt de jeux éducatifs organisé de la façon suivante : catalogue et commande en ligne, livraison et ramassage des jeux sur trois périodes : octobre, janvier et avril.

L'animatrice en charge du dispositif étant moins disponible, du fait du développement des activités « classes découvertes », nous avons souhaité que 2008-2009 soit une année de réflexion sur le devenir de cette activité. De manière transitoire, le nombre de passages a été fixé à 2, une baisse de tarifs accompagnant cette mesure.

La légère baisse des recettes constatée s'explique par la diminution du nombre d'abonnés mais aussi par la baisse du montant des abonnements évoquée précédemment.

Caisse de secours

Les demandes examinées par la commission de secours ont permis d'aider financièrement 55 familles sur l'année 2008. La ventilation de ces aides est la suivante :

Classes découvertes : 853 € (20 enfants)

Restaurants scolaires : 3 194 € (58 enfants)

Décès : 150 € (1 famille)

Divers : 267 € (4 familles)

Premiers départs

Compte tenu des difficultés constatées pour de nombreuses familles, y compris dans les classes moyennes, à envisager des séjours pour leurs enfants, le programme 1^{er} départ vise à mutualiser des financements divers pour diminuer la prise en charge financière des familles.

Largement porté par le conseil général et la JPA, ce dispositif a permis le départ en vacances de 124 enfants de Saône et Loire dont 40 dans le réseau PEP. Repérés par les AS de secteur, les familles bénéficiaires sont des familles de Quotient Familial très bas.

Vacances

Les résultats 2008 du secteur vacances sont ceux d'une activité encore portée, par convention, par l'association des PEP 21. L'adhésion au programme Éducation et Loisirs de la fédération nous a conduits à reprendre cette activité à partir de juillet 2009.

Accueil de loisirs

La convention signée avec la municipalité de MACON n'a pas été renouvelée au terme de l'année scolaire 2007-2008. Les personnels salariés des PEP sur ces structures ont tous été repris par la ville de Mâcon.

Classes de découvertes

Les offres de séjours « classes découvertes » du réseau PEP, présentées sur le site de la fédération générale des PEP, offrent des ressources variées, répondent aux programmes de l'EN, s'inscrivent dans une démarche d'éducation à la citoyenneté, à l'environnement et au développement durable. Aujourd'hui cette offre doit prendre en compte la concurrence avec le secteur marchand, la diminution des aides publiques. Le programme DEL initié par le Fédération Générale des PEP doit nous permettre de valoriser et d'améliorer notre offre.

Pour ce qui nous concerne, les résultats de l'activité sont stables : 52 classes de Saône et Loire ont choisi en 2008 de partir avec le réseau PEP. L'association départementale les accompagne dans leur projet de leur construction jusqu' 'au départ et à l'évaluation.

58= 52 classes 71 + 6 classes venues d'ailleurs.

L'association départementale est organisatrice de séjours sur 3 sites : Chardonnay principalement mais aussi Combloux et Lamoura pour les séjours d'hiver.

En 2008, nous avons accueilli 36 classes (+9), ce qui représente 851 élèves et 2945 journées.

Le centre de Chardonnay est à l'heure actuelle l'instrument de croissance du secteur. Agréé centre d'Éducation Relative à l'Environnement par le conseil régional, nous y développons principalement des offres de séjour autour du thème de l'environnement et profitons des compétences des Éclaireurs de France pour proposer des séjours «cirque ».

Classes de découvertes thématiques

Sur les 34 classes accueillies, 26 ont pratiqué des activités sur le thème de l'environnement, activités encadrées par Jonathan MOREAU, animateur permanent des PEP.

13 ont pratiqué les arts du cirque, souvent couplés à une activité environnement.

La répartition géographique des classes accueillies croisée avec les données précédentes confirme l'impact de l'aide du conseil régional sur la fréquentation. 82% des classes accueillies profitent de ce financement, comme en 2007. Fait nouveau toutefois, 11% de celles-ci proviennent de classes du 21 et du 89 : conséquence d'un travail resserré entre départements au sein de l'URPEP.

Même si nous accueillons encore aujourd'hui, principalement des classes de l'école élémentaire, soulignons néanmoins les 35% « collège » (22% en 2007).

Sur l'année 2008, le taux de remplissage est de 22.4% de la capacité d'accueil maximale (17% en 2007). Il est calculé en prenant le nombre réel de jours « ouverts » et sur la base de 70 élèves (agrément EN).

Hiver et été ne sont pas des outils d'amélioration : offre de séjours neige environnement à Lamoura ou Ski à Combloux, peu de perspectives de séjours sur les 15 derniers jours de juin.

Les pistes restent :

Le développement des séjours d'automne

L'augmentation des séjours printemps avec les limites qu'impose le remplissage forcé : nombre d'animateurs, confort des séjours...

Au regard de l'activité du début d'année 2009, il semble que nous atteignons les limites du développement sur le site de Chardonnay.

Nouvelle offre de séjour sur Cluny : inauguration le 17 juin 2009

Quelques chiffres concernant les départs des classes du département vers d'autres centres PEP.

Diminution constatée du nombre des départs vers des destinations plus lointaines : 22 classes sont parties (31 en 2007), soit 582 élèves (632 en 2007). Cette diminution importante du nombre de classes impacte peu le nombre d'élèves et de journées .

Si en 2007, la moitié des classes restaient en région, aujourd'hui, elles ne représentent plus que 12,5%.

bilan

Augmentation de la fréquentation à Chardonnay et légère baisse des séjours hors département, l'augmentation compense plus que largement cette dernière baisse.

Classes de découvertes: interventions

Mise à disposition des scolaires ou associations des compétences internes : essentiellement interventions à la demi-journée dans le domaine de l'environnement mais aussi d'Amélie Guyot en Natur'Art. Sollicités dans le cadre de l'accompagnement éducatif par le collège Jean Moulin de Montceau les Mines, nous avons construit une offre permettant de répondre à cette demande.

SAPAD

Le SAPAD (Service d'Aide Pédagogique à Domicile) n'appartient pas au secteur conventionné. Une convention lie l'association des PEP71 et l'inspection Académique de Saône et Loire, qui délègue ainsi la gestion de cette mission de service public à notre association

Le fonctionnement de ce service s'appuie sur des dotations d'HSE rectorales et académique permettant de rémunérer les enseignants volontaires intervenant auprès des élèves temporairement déscolarisés.

Une convention signée avec la MAE permet d'élargir le dispositif si le cas répond aux clauses fixées dans le contrat d'assurance (augmentation du nombre d'heures).

L'association supporte les remboursements des frais de déplacements occasionnés par la mise en place du dispositif et l'ingénierie de projet.

Sur 2007-2008 : 54 projets mis en place, 91 intervenants, 7558 km parcourus, 1026 séquences (1102 en 2007) dont 187 heures financées par la MAE

La MAE a souhaité renvoyer l'Education Nationale à sa mission de service public et n'intervenir qu'en complément des heures réglementaires accordées par l'EN. 2007-2008 a donc du fonctionner avec la prise en compte de cette augmentation massive de besoins.

Ainsi, les 26% de dossiers 1^{er} degré ont-ils fonctionné avec une dotation Inspection académique de 255 HSE (203 en 2007-2008). Les 74% de dossiers second degré ont nécessité une dotation rectorale de 567 HSE (366 en 2007-2008)

A souligner la hausse importante des pathologies « autres » (de 2% à 22%) : il s'agit d'élèves partiellement déscolarisés pour troubles psychologiques (anorexie, phobie scolaire...) pour lesquels le projet thérapeutique inclut le maintien du lien à l'établissement scolaire et la re-scolarisation progressive.

Domaine social et médicosociale-social

le développement s'est poursuivi en 2008 avec l'arrivée du CAMSP OUEST au Creusot.

CROP

21 salariés sous la direction de Jean Claude GUYOT. Rappel : il s'agit d'un service de soins pour déficients auditifs.

D'un point de vue qualitatif, les dispositifs réglementaires issus de la Loi 2002/02 ont été revisités et mis à jour.

D'un point de vue comptable, ce service enregistre un résultat nul mais après constitution d'un provision d'un peu plus de 3600 euros, destinée à faire face aux aléas des charges de transports, qui sont corrélées à la territorialité des bénéficiaires.

Perspectives 2009

Parmi les perspectives, le changement de directeur n'est plus un mythe puisqu'un successeur a été trouvé à M. GUYOT, le recrutement est récent (11 mai 2009) et les salariés auront à compter de septembre 2009 une directrice en la personne de Mme Marie-Christine DDORNAERT.

SAMSAH

Service implanté à Chatenoy-le -Royal et depuis cette année à Chalon-sur-Saône (proche CMPP), dirigé par Gérard BARRET.

Une année pleine de fonctionnement qui a permis la prise en compte de 22 bénéficiaires pour 10 places agréées, sachant que la notion de place n'a pas grand intérêt puisque les interventions sont séquentielles et permettent des projets d'accompagnement à géométrie variable, facilitant un nombre important de bénéficiaires.

Implantation à Chalon.

Résultat à affecter = près de 4 000 € (en mesures d'exploitation pour 2010) mais résultat réel > 10 000 €: environ 6 000€ de provisions.

Perspectives 2009

Les éléments listés ici sont très explicites : le service devrait accentuer son essor notamment en accompagnement vers le monde du travail, et en partenariat avec les services d'accompagnement à la vie sociale ou la future maison relais chalonnaise, gérés par l'UNAFAM.

CAMSP OUEST

Dirigé par M. GUYOT. Nombre de professionnels en progression en raison de l'ouverture au Creusot en avril 2008.

Comme pour le CROP, et d'ailleurs la majeure partie de nos ESMS, un travail qualitatif a été accompli en référence à la 2002/02, afin de préparer au mieux les conditions de signature du CPOM.

Résultat = 0, mais importante constitution de provision, notamment les CNR alloués pour l'ouverture d'Autun. (110 000 €)

Perspectives 2009

Changement de directeur : Pascal LEGOUX, qui aura la charge des CAMSP dans le nouvel organigramme négocié dans le CPOM.

Poursuite de l'essaimage départemental avec l'ouverture programmée du service à Autun pour l'automne.

Pôle d'Insertion

structure commune à plusieurs ESMS adhérents, majoritairement des ESAT mais aussi l'IEJ de Buxy et notre SESSAD. En 2008 14 contrats signés mais plus largement 43 personnes accompagnées depuis 5 ans.

Résultat à 0 en raison du mode de financement croisé puisque le FSE n'intervient que pour équilibrer le budget, excédentaire bien sur.

perspectives 2009

Moroses en raison du marché de l'emploi désastreux et qui réduisent les possibilités, même si une embellie est toujours possible en raison des taxes AGEFIPH et FIPHFP.

L'Orbize

35 salariés.

Élément significatif : le départ de 4 résidents, rajeunissement de l'effectif et minoration de l'impact des amendements Creton.

Autre élément fort : l'installation du Conseil de la Vie Sociale qui n'avait pu être mis en place en 2005 par carence de candidatures.

Résultat = 0, sans constitution de provision, mais en réalité l'Orbize a supporté seul le coût du remplacement d'une comptable compétente sur 3 services. Le surcoût aura été d'environ 6 000 €.

Perspectives 2009 :

Ouverture du foyer de Sennecey qui va permettre à l'automne de faire sortir les derniers jeunes de + de 20 ans, ouverture les week-ends dans le cadre du CPOM (recrutements) et finalisation de l'évaluation interne.

SESSAD

Obligation de nous séparer du directeur fin octobre, donc intérim par le chef de service.

Finalisation extension Louhans : total 71 places.

Nombreux mouvements de personnels, qui témoignent que cette année ne fut pas sereine !

Résultat comptable : 0 mais plus de 52 000 € de provisions.

Perspectives 2009

Nouveau directeur recruté : M. Renaud FRANCHINI.

Poursuite évaluation interne, remise à niveau des documents, et mise en œuvre du décret sur la coopération.

CMPP

Double direction : Dr Jacquemin et JC GUYOT.

Une activité très importante (+ 10 %) qui explique le résultat exceptionnel de + 110 000 euros dont 46 000 provisionnés pour départ à la retraite et environ 64 000 proposés en mesures d'exploitation pour 2010.

Perspectives 2009

Nouveau directeur Cf. CROP.

Et poursuite du travail relatif à l'évaluation interne.

ESAT

2 sites, Virey et Chatenoy, dirigé par GB

Ventilation des travailleurs par atelier.

2 nouveaux moniteurs recrutés pour accompagner les équipes en entreprise.

Résultat comptable = 0 mais >5 000 € en provision.

Perspectives 2009

Souhait d'une extension de 4 places, dossier déposé en 2008 dans un contexte différent, c'est-à-dire alors qu'il y avait encore des débouchés !

Partenariat pour formation TH, à mettre en lien avec décret tout récent organisant la formation et la VAE des TH

Cuisine 2008

Hausse du Chiffre d'Affaire mais résultat déficitaire pour les raisons évoquées.

Cuisine 2009

Petite bouffée d'oxygène avec TVA réduite.

Éventuellement début des travaux salle de séminaire.

Espaces Verts 2008

Très bon résultat + 36 0000 €

Espaces Verts 2009

Volonté de développer la qualité dans un contexte là aussi tendu où les entreprises et les particuliers ont tendance à espacer les fréquences des interventions.

Sous-traitance 2008

Chiffre d'affaires tiré par EPE avec conjoncture exceptionnelle, qui malheureusement ne sera pas identique en 2009. Résultat excellent : + 54 000 €.

Sous-traitance 2009

Problèmes avec les EPE donc nécessité de trouver d'autres ressorts....

EPE1 2008

Très bon résultat pour l'équipe intégrée dans une entreprise de logistique transport + 15 000 €

EPE1 2009

Nécessité de trouver autre chose car transfert vers futur ESAT Transition mi 2009.

EPE2 2008

Nouvelle équipe fin 2008 donc pas assez de recul pour en tirer des conclusions sur 2008 ...

EPE2 2009

Grosses inquiétudes face aux tensions du marché. Nécessité de réinventer puisque l'activité initiée fin 2008 s'achève tout prochainement !

Horticulture 2008

Important chiffre d'affaires pour résultat légèrement excédentaire + 1 700 €

Horticulture 2009

Nouvelle organisation voulue par l'équipe de direction, avec diminution du nombre de TH (EPE 2) et diversification des produits. Atelier moins inquiétant que les autres, où l'on constate que le jardinage devient une valeur refuge dans ces temps difficiles !!

Résultats 2008

Au total excédent de + 88 000 €.

Foyer BESSEIGE

Dirigé par JP FEVE, en réalité 3 structures : foyer hébergement, accueil de jour, et SAEF

Activité 2008

Plusieurs points à évoquer, qui vont de l'amélioration de la qualité des prestations, au développement d'actions complémentaires autour de la parentalité, en passant par un élargissement de l'équipe avec le recrutement d'une infirmière.

Résultat environ + 56 000 € mais provision +25 000 € donc au final + 31 000 € proposés pour investissements en partie et en mesure d'exploitation pour le reste.

Perspectives 2009

Pour faire le lien avec ce qui vient d'être dit : réponse à l'appel à projet du Conseil Général, qui justifie l'affectation en investissements si notre projet était retenu.

Nouvelles embauches via le CPOM, renforcement de la qualité de l'accompagnement.

CAMSP EST

Activité 2008

2 sites sensiblement équivalents même si le CAMSP du mâconnais réalise 1000 interventions de plus pour 45 enfants de moins : la nature des projets d'accompagnement étant fortement individualisée.

Résultat = 0 mais 27 000 € de provisions dont 17 000 € pour départ retraite et 10 000 € pour mesures nouvelles 2010.

Perspectives 2009

Mêmes éléments de perspectives que pour le CAMSP Ouest.

CPOM

Vous avez pu percevoir la très grande qualité et l'immense professionnalisme de l'ensemble des ESMS gérés par les PEP 71.

Vous avez également perçu dans cette présentation quelques subtilités quant aux résultats comptables à affecter, et aux résultats réels c'est-à-dire avant leur retraitement par constitution de provisions : cette constante tient à la signature de notre CPOM, et à la volonté clairement affichée des tarificateurs d'anticiper ce contrat en nous donnant de vrais moyens de développement, puisque nous ne "rendons" aucun excédent sur les budgets à venir. Qu'ils en soient remerciés.

A l'issue d'une année de travail intensif et d'échanges toujours fructueux avec nos partenaires, le CPOM des PEP 71 a été signé en date du 29 décembre 2008 par le préfet, le président du Conseil Général et l'inspecteur d'académie de Saône et Loire.

Il concerne le siège de l'association ainsi que l'ensemble des structures dont nous sommes gestionnaires.

Il se compose d'un CPOM "Global" du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2013 qui définit :

- des orientations, des objectifs et moyens, avec lissage de la dotation globalisée commune sur la durée du contrat ;
- trois programmes pluri annuels d'investissements (un par enveloppe de tarification) et un PPI spécifique pour le siège ; à l'intérieur de chacune des enveloppes, les PPI permettent la mutualisation des capacités d'autofinancement des structures concernées, évitant ainsi le recours à l'emprunt ;
- une clause de révision des moyens alloués en cas d'évolution imprévue de la situation économique et sociale.

Ce CPOM est articulé avec 4 conventions spécifiques pour chaque enveloppe de financement : Assurance maladie (IME, SESSAD, CMPP, CAMSP, CROP, SAMSAH), État (ESAT), Conseil Général (MECS, CAMSP, SAMSAH), Éducation nationale/I.A. (Postes affectés aux ESMS).

C'est d'abord notre siège qui se trouve conforté tant dans le développement de ses locaux et de sa logistique notamment informatique que dans la création d'emplois pérennes (secrétariat, direction financière, ressources humaines, responsable qualité, chargée de communication,..). Il devient un véritable outil de pilotage au service des établissements, actuels ou en projet.

Pour les ESMS les rebasages sollicités ont tous été accordés, ainsi que des mesures nouvelles salariales permettant de faire évoluer les établissements concernés pour une plus grande opérationnalité et un meilleur service rendu.

La DGC sera directement versée à l'association gestionnaire, qui les redistribuera en liaison avec les directions d'établissements. Un dialogue de gestion annuel est institué ainsi que des comités de suivi spécifiques à chaque enveloppe de tarification.

Les projets de création ou de restructuration de structure seront intégrés au CPOM par avenant au fur et à mesure de leurs réalisations.

Pour le siège :

- les frais de siège ont été arrêtés à 2,84 % des charges nettes des CA 2007, soit 244 k€ par an
- mesures nouvelles pour le siège : 2,8 ETP
- 82 k€ de crédits non reconductibles pour mise en réseau informatique, acquisitions de logiciels et formation.
- restructuration immobilière accordée à hauteur de 250 k€

Pour les ESMS :

- 26 k€ de rebasage
- mise en place d'un nouvel organigramme de direction CMPP-CAMSP-CROP (+1 directeur)
- +4,8 autres ETP
- 44 k€ de mesures nouvelles pour mise en place d'un dispositif de remplacement à l'IME
- 50 k€ de crédits non reconductibles pour l'ESAT

Globalement, la mise en œuvre du CPOM des PEP 71 s'accompagne de 680 k€ de crédits pérennes supplémentaires, auxquels viennent s'ajouter 132 k€ de crédits non reconductibles en 2009.

Ressources humaines PEP 71

Quelques données significatives:

Répartition par collègue

160 équivalent temps plein, mais 28 embauches en CDI et 30 en CDD au cours de l'année ! Soit + 58 !

En parallèle, 19 fin de CDD, 13 démissions, 3 départs à la retraite, 1 licenciement, 5 mouvements EN et 4 contrats transférés (garderies) : soit - 45 !

Le bilan n'est que de +13 mais il mobilise très largement le secteur RH et le directeur général. Dans tout cela 13 contrats aidés, avec toujours la volonté que ce soit des emplois pérennes.

Répartition par tranche d'âge

On constate que près de 60% d'entre eux est âgé de plus de 40 ans, mais également que 80% des salariés PEP 71 sont des femmes (77 % l'année dernière).

Répartition par ancienneté

On constate que 71% des mêmes salariés ont été embauchés par l'association depuis moins de 10 ans.

Rapport financier

Le Trésorier Jean-Marc FRIZOT souligne le développement régulier de l'association dont le budget s'élève actuellement à près de 12 millions d'euros répartis en 13 sous budgets.

Dépenses consolidées: 11 900 389 € Flux financier : 23 774 229 €

Recettes consolidées: 11 873 840 €

Résultats comptables: -26 549

reprises de résultats: 24 776 € somme des résultats déficitaires ou excédentaires à N-2(2007) à incorporer.

Variations: 217 172 € résultant du traitement au niveau des bilans des amortissements comptables excédentaires différés, des variations de dépenses de congés à payer.

Montant des provisions au 31/12/2007: 1 393 385 €

Mouvement de l'exercice 340 252 €

Etat des provisions au 31/12/2008 1 733 637 €

La gestion centralisée est un outil d'optimisation idéal élaboré entre le banquier et l'association. Les provisions permettent de supporter les événements imprévus et de développer de nouveaux projets.

Rapport du Commissaire aux comptes

Monsieur COUREAU a pu constater que la situation financière de l'association était saine .

Personne n'ayant formulé de remarque ni demandé un vote à bulletin secret les rapports sont adoptés à main levée à l'unanimité.

Propositions d'orientation:

ans une économie en crise, dans une société en tension, nos valeurs de laïcité, de solidarité, d'appartenance, notre projet associatif, demeurent d'une pleine actualité. Les huit associations complémentaires de l'école ont su réagir aux événements par une réponse unitaire. En ce qui concerne les PEP un pilotage fédéral est nécessaire. Nous nous inscrivons dans une logique de projet avec évaluation de nos actions et compte-rendu aux représentants de la nation. Mise en place d'un programme éducation et Loisirs avec l'installation d'une organisation régionale dont nous espérons beaucoup. En Saône-et-Loire, des orientations de développement assurent une évolution positive pour les années à venir: Nouveau centre de classes Découvertes à Cluny en partenariat avec la Municipalité et le Conseil Général; transformation des activités du « Ludobus », accès de tous les publics du département à l'ensemble de nos centres de vacances PEP, grâce au Pôle Régional,

Maintien du SAPAD apportant une aide scolaire aux jeunes malades ou accidentés, extension des compétences de la Caisse de Solidarité en partenariat avec le Conseil Général, la CAF. Dans le domaine Social et Médico-social: Evolution de nos établissements et services grâce au CPOM, réalisation d'un pôle de réponses diversifiées pour adultes handicapés psychiques par rapprochement avec l'UNAFAM « Espérance » fin 2009, ouverture d'un CAMSP à Autun, ouverture d'une salle de séminaire à Virey-le-Grand.

Quelques pistes pour une gouvernance nouvelle et adaptée: mise en place de pôles techniques réunissant administrateurs et cadres de direction. Résolument inscrits dans l'économie sociale et solidaires, les PEP71 souhaitent développer des partenariats, construire ensemble, mutualiser, ou tout simplement nous appuyer sur nos savoir-faire, nos territoires, nos coopérations. C'est la condition pour continuer à exercer nos missions et faire vivre nos valeurs.

Les propositions d'orientation sont adoptées par l'assemblée

Montant de la cotisation :

il est maintenu pour l'année 2010 : enfant 1,50 €, adulte : cotisation simple : 10 € cotisation de soutien: à partir de 20 €, possibilité de défiscalisation. En projet: mensualisation;

Le montant des cotisations est approuvé à l'unanimité

Élection de nouveaux administrateurs

Les candidats: Bruno CHEVIGNARD, directeur de maison de retraite , Bernard CHEVROT, professeur des Écoles, Philippe JANET, professeur des Écoles spécialisé, Marie-Laurence PROST, Secrétaire UNAFAM travaille dans la communication., Marcel SUTET, vice président UNAFAM et administrateur de l'hôpital de Sevrey. Les candidats sont élus à l'unanimité.

Intervention de Monsieur REBILLARD, Conseiller Général:

Il souligne la qualité du partenariat entre l'association et le Conseil Général, remercie le Président J.M. CHARLES pour son engagement au sein des PEP71 et pour avoir pris en charge le secrétariat de la CCDPH. L'association répond bien au schéma départemental des personnes handicapées. Monsieur REBILLARD attire l'attention sur l'explosion inquiétante des dépenses sociales. Cela impliquera un changement de méthode pour accroître les capacités d'accueil avec des moyens resserrés. Il termine son propos en souhaitant une bonne année aux PEP71, entre deux AG.

Intervention de Monsieur BOURGUIGNON, Inspecteur d'Académie:

Souligne le rôle de l'association pour améliorer les chances des enfants quelle que soit la situation de départ et pour soulager la souffrance. Il affirme sa foi dans les valeurs des PEP et dans l'enfance.

Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes:

Après avoir constaté que personne ne demandait le vote à bulletin secret, Le Président propose le renouvellement du mandat de Mr COUREAU. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Président Jean-Michel CHARLES lève la séance à 12 h.

Le Secrétaire Général

Le Président

J.F Chamoton

Jean-Michel Charles